



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
Tour Hermès
64-66 Route de Grenoble
06200 NICE

Nice, le 14/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RECORD FRANCE

ZI des Trois Moulins
544, Rue des Trois Moulins
CS 60709
06600 Antibes

Références : [2025-367](#)
Code AIOT : 0006401175

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement RECORD FRANCE implanté ZI des Trois Moulins 544, Rue des Trois Moulins CS 60709 06600 Antibes. L'inspection a été annoncée le 15/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECORD FRANCE
- ZI des Trois Moulins 544, Rue des Trois Moulins CS 60709 06600 Antibes
- Code AIOT : 0006401175
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Record France fabrique des amortisseurs pour les véhicules automobiles ainsi que pour des engins spéciaux (arroseurs agricoles ...).

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	APMD n°800	AP de Mise en Demeure du 26/09/2023, article 1	Demande d'action corrective	4 mois
2	AP d'astreinte n°801	Arrêté Préfectoral du 29/09/2023, article 1	Demande d'action corrective	4 mois
3	APMD n°380	AP de Mise en Demeure du 07/02/2019, article 1	Demande d'action corrective	4 mois
4	APMD n°721	AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1	Demande d'action corrective	4 mois
12	APMD n°721	AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1	Demande d'action corrective	4 mois
13	APMD n°721	AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1	Demande d'action corrective	4 mois
18	APMED n°721	AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 2	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	APMD n°721	AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1	Levée de mise en demeure
6	APMD n°721	AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1	Levée de mise en demeure
7	APMD n°721	AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1	Levée de mise en demeure
8	APMD n°721	AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1	Levée de mise en demeure
9	APMD n°721	AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1	Levée de mise en demeure
10	APMD n°721	AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1	Levée de mise en demeure
11	APMD n°721	AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1	Levée de mise en demeure
14	APMD n°721	AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1	Levée de mise en demeure
15	APMD n°721	AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1	Levée de mise en demeure
16	APMD n°721	AP de Mise en Demeure du	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		30/01/2023, article 1	
17	APMED n°721	AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1	Levée de mise en demeure
19	APMED n°721	AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 3	Levée de mise en demeure
20	APMED n°721	AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 4	Levée de mise en demeure
21	APMED n°721	AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 5	Levée de mise en demeure
22	APMED n°721	AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 6	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société RECORD FRANCE doit se conformer à la réglementation dans les plus brefs délais. Des mesures doivent être prises pour le traitement de la benne des rebus, en l'état celle-ci doit être traitée comme un déchet dangereux. Des mesures doivent également être prises pour un retour à la conformité des rejets d'eaux pluviales.

L'inspection est en attente d'un diagnostic engagé par l'exploitant réalisé le 20 juin. Cela a été confirmé par mail du 26 mai 2025. Ce dernier permettra de déterminer le régime de classement de l'installation.

Enfin, les différentes actions menées par l'exploitant tendent à montrer sa bonne foi, l'inspection propose de prolonger les délais de quatre mois pour effectuer les différentes actions correctives restantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : APMD n°800

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 26/09/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : En application des articles L.171-8-I et L.541-3 du Code de l'environnement, la société RECORD FRANCE, n°SIRET 036 520 153 00028, dont le siège social est situé 544 rue des Trois Moulins, ZI des Trois Moulins à Antibes (06600), exploitant une installation de traitement de surfaces à la même adresse, est mise en demeure de respecter l'article 4.1.7. Déchets produits par l'établissement - de l'arrêté préfectoral n°13254 du 15/12/2008 susvisé au plus tard le 1er janvier de l'année N+1 en respectant les quantités maximales annuelles de déchets produits d'effluents chromiques (3,350 tonnes) et d'eaux de chimie (28,700 tonnes) de l'année N.
Constats : Lors de la visite l'inspection a constaté que les quantités de déchets ne sont pas conformes à l'arrêté préfectoral : - Eaux de chimie : 42 tonnes, contre 28,7 tonnes autorisées - Effluents chromiques : 4 tonnes, contre 3,350 tonnes autorisées

<p>Dans un courrier du 21 février 2023 l'exploitant a expliqué à l'inspection ne pas avoir apporté de modification au processus de production. Le changement opéré concerne la taille des pièces fabriquées. Ces dernières étant plus grandes, l'exploitant ne peut traiter la même quantité de pièces par chariot. Ce changement est une réponse à la demande des marchés de l'entreprise.</p> <p>La modification du ratio de production amortisseurs type léger / amortisseurs type lourd a pour conséquence une augmentation de 22% des cycles de lavages.</p> <p>Enfin par courrier du 26 mai 2025, l'exploitant fait part à l'inspection de sa volonté de déclassement.</p> <p>Il indique qu'un diagnostic ICPE aura lieu de 20 juin sur site. Ce diagnostic déterminera les suites que l'exploitant donnera à la non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les résultats du diagnostic ICPE au plus tard fin septembre. Cette analyse sera accompagnée soit d'une demande de déclassement avec justification du respect de l'arrêté ministériel applicable, soit d'une demande de modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'actions correctives</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 2 : AP d'astreinte n°801

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/09/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Modification de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En application de l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement, la société RECORD FRANCE, n°SIRET 036 520 153 00028, dont le siège social est situé 544 rue des Trois Moulins, ZI des Trois Moulins à Antibes est rendue redevable pour son installation située à la même adresse, d'une astreinte administrative jusqu'à satisfaction de la disposition suivante :</p> <p>- item 1 - A)1 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°380 du 07/02/2019.</p> <p>Le montant journalier de l'astreinte administrative est défini comme suit :</p> <p>- item 1 - A)1 de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°380 du 07/02/2019 : 20 (vingt) euros.</p> <p>L'astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté. L'astreinte peut être liquidée partiellement ou complètement par arrêté préfectoral. Les sommes perçues ne sont pas restituées à l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite l'inspection a constaté que les quantités de déchets ne sont pas conformes à l'arrêté préfectoral. Par courrier du 21 février 2023 l'exploitant a expliqué à l'inspection ne pas avoir apporté de modification au processus de production. Le changement opéré concerne la</p>

<p>taille des pièces fabriquées. Ces dernières étant plus grandes, l'exploitant ne peut traiter la même quantité de pièces par chariot. Ce changement est une réponse à la demande des marchés de l'entreprise.</p> <p>La modification du ratio de production amortisseurs type léger / amortisseurs type lourd a pour conséquence une augmentation de 22% des cycles de lavages.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection les résultats du diagnostic ICPE au plus tard fin septembre. Cette analyse sera accompagnée soit d'une demande de déclassement avec justification du respect de l'arrêté ministériel applicable, soit d'une demande de modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'actions correctives</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 3 : APMD n°380

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/02/2019, article 1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] 1.A)5 - Article 4.1.7. (Déchets produits par l'établissement) « Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal de l'installation sont limités : [...] Eaux de chimie 28,7 tonnes Effluents chromiques 3,350 tonnes [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite l'inspection a constaté que les quantités de déchets ne sont pas conformes à l'arrêté préfectoral :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Eaux de chimie : 42 tonnes, contre 28,7 tonnes autorisées - Effluents chromiques : 4 tonnes, contre 3,350 tonnes autorisées <p>L'exploitant explique que la modification du ratio de production amortisseurs type léger / amortisseurs type lourd a pour conséquence une augmentation de 22% des cycles de lavages.</p> <p>Enfin par courrier du 26 mai 2025, l'exploitant fait part à l'inspection de sa volonté de déclassement.</p> <p>Un diagnostic ICPE aura lieu de 20 juin sur site. Ce diagnostic déterminera les suites que l'exploitant donnera à la non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les résultats du diagnostic ICPE au plus tard fin septembre. Cette analyse sera accompagnée soit d'une demande de déclassement avec justification du respect de l'arrêté ministériel applicable, soit d'une demande de modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'actions correctives
Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : APMD n°721

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous 1 mois</p> <p>Article 4.1.2. Séparation des déchets en : assurant la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques ; L'exploitant précise à l'inspection pour chaque déchet qu'il génère les filières de traitement auxquelles il a recourt en y joignant les pièces justificatives (extraits de contrats, bordereaux ...) ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite l'inspection a constaté que les déchets sont triés selon leur typologie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cartons - Métaux - Bois - Bidons souillés <p>L'exploitant possède des contrats avec différents prestataires pour la récupération et le traitement des déchets. L'exploitant a transmis par mail du 23 avril 2025 le registre des déchets 2024.</p> <p>Cependant lors de la visite l'inspection a constaté la présence d'une benne mixte. Cette benne est remplie d'amortisseurs non conformes, on y retrouve : de la ferraille, de l'huile, de l'acier, du caoutchouc et des composants divers. L'huile contenue dans les amortisseurs doit être traitée comme un déchet dangereux d'après la FDS du produit (TOTAL - EQUIVIS ZS22). L'exploitant explique à l'inspection que cette benne est récupérée par le prestataire mais qu'elle n'est pas traitée comme un déchet dangereux.</p> <p>La prescription n'est pas respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit faire traiter cette benne comme déchet dangereux par son prestataire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'actions correctives
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : APMD n°721

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Rétentions
Prescription contrôlée : Article 6.4.3. Rétentions en : entreposant les stockages fixes ou temporaires de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols associés à une capacité de rétention idoine ; L'exploitant transmet à l'inspection les pièces justificatives correspondantes (photographies, factures).
Constats : Lors de la visite l'inspection a constaté que les produits susceptibles de créer des pollutions des eaux ou des sols (produits chimiques, déchets liquides) sont entreposés sur des rétentions. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : APMD n°721

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Article 6.5.2. Entretien des moyens d'intervention en : fixant les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques des moyens d'intervention et en consignait les informations relatives à ces contrôles sur un registre ; L'exploitant transmet à l'inspection les pièces justificatives correspondantes (procédure, copie du registre).
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection un registre de sécurité sous format papier. Ce registre indique que le dernier contrôle effectué a été réalisé par l'entreprise CHUBB le 11 septembre 2024 (extincteurs n°20894579 et RIA n°20894578). Par mail du 23 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le dernier rapport de vérification des extincteurs et RIA (CHUBB n°20894578 et n°20894579)). Enfin par mail du 7 mai 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection une procédure "moyens d'intervention". Cette procédure permet d'identifier les rôles et actions des salariés pour la maintenance des moyens d'intervention.

La prescription est respectée, néanmoins l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est responsable de la conformité de son installation à tout instant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : APMD n°721

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Consommation spécifique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.2.13.2. Valeurs limites en : limitant sa consommation d'eau de rinçage de process à 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage ; L'exploitant transmet à l'inspection le calcul de la consommation spécifique de son installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate la présence d'un compteur d'eau sur le bain utilisé pour le traitement de surface. Le compteur indique 2936,169 m³ d'eau consommée.</p> <p>L'exploitant explique à l'inspection que les différents bains de traitement sont équipés d'un niveau d'alarme, celui-ci se déclenche lorsque le bain est trop plein ou trop vide. Lorsque le bain de chrome est trop plein il se déverse dans la cuve mère. A l'inverse, lorsque les bains sont chauffés, l'eau s'évapore, ce qui vide les bains. La distribution d'eau se met alors en marche pour remettre le bain à niveau.</p> <p>L'exploitant procède au relevé du compteur tous les ans.</p> <p>Enfin, l'exploitant a transmis par mail du 23 avril 2025 à l'inspection le fichier de suivi des consommations d'eau. Ce fichier recense les consommations d'eau depuis janvier 2023, l'exploitant a renseigné ce tableau jusqu'au mois de février 2025. Les consommations y figurant sont toutes inférieures à 8L/m² :</p> <p>Avril 2023 : 5.17 L/m² Juillet 2024 : 7.68 L/m² Janvier 2025 : 7.64 L/m²</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : APMD n°721

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Bruit
Prescription contrôlée :

Article 8.2.4. Auto surveillance des niveaux sonores en : faisant réaliser des mesures de bruit par un organisme ou une personne qualifié ; L'exploitant transmet à l'inspection le rapport de mesures de bruit correspondant.
Constats : Par mail du 23 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport acoustique réalisé par Bureau Veritas (n°18362873-1-1-1). La rapport ne mentionne pas de non-conformité. Les résultats obtenus sont conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°13254 du 15 décembre 2008.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 9 : APMD n°721

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Mise à la terre des installations électriques
Prescription contrôlée : Sous 3 mois Article 6.2.3. Installations électriques - Mise à la terre en : assurant, par un organisme compétent, la vérification des parties de l'installation électrique n'ayant pas été vérifiée lors de l'intervention du 1er au 3 mars 2022 de la société Bureau Veritas ; L'exploitant transmet à l'inspection le rapport de vérification de l'organisme compétent correspondant ;
Constats : L'exploitant explique le jour de l'inspection disposer de deux électriciens en interne chargés de la maintenance de premier niveau de l'installation. Les non-conformités sont renseignées, programmées et suivies dans un logiciel interne. Par mail du 7 mai 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection un fichier récapitulatif de l'état d'avancement du traitement des non-conformités. Il apparaît dans le rapport 2025 transmis (n°7818580/1.31.1.P) une non-conformité de mise à la terre. De plus, l'exploitant n'a pas traité les non-conformités des rapports précédents (une même non-conformité signalée depuis 2017). Bien que l'exploitant ait déjà traité sept non-conformités les autres restent dans l'attente d'actions ou de retour de prestataires extérieurs assurant les travaux de mise en conformité. Par mail du 7 mai 2025, l'exploitant indique que lors de la réception du rapport, un fichier est créé pour programmer les réparations. Le service maintenance se charge de corriger les non-conformités précitées. Pour les non-conformités plus complexes l'exploitant indique réaliser deux réunions par an avec le service achats et maintenance pour engagement et suivi de ces travaux. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est responsable à tout instant de la conformité électrique de l'installation qu'il exploite. L'inspection considère que les non-conformités sont prises en considération et en cours de traitement.

La mise en demeure est levée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 10 : APMD n°721

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Conformité des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous 3 mois</p> <p>Article 6.2.3. Installations électriques - Mise à la terre en : mettant en conformité les installations électriques indiquées comme non conformes dans le rapport de vérification des installations électriques n° 7818580/1.28.1.R du 4 mars 2022 de la société Bureau Veritas ;</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection le rapport de vérification de l'organisme compétent portant sur les installations électriques mises en conformité ;</p> <p>L'exploitant explique le jour de l'inspection disposer de deux électriciens en interne chargés de la maintenance de premier niveau de l'installation. Les non-conformités sont renseignées, programmées et suivies dans un logiciel interne. Par mail du 7 mai 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection un fichier récapitulatif de l'état d'avancement du traitement des non-conformités.</p> <p>Il apparaît dans le rapport 2025 transmis (n°7818580/1.31.1.P) une non-conformité de mise à la terre. De plus, l'exploitant n'a pas traité les non-conformités des rapports précédents (une même non-conformité signalée depuis 2017). Bien que l'exploitant ait déjà traité sept non-conformités les autres restent dans l'attente d'actions ou de retour de prestataires extérieurs assurant les travaux de mise en conformité.</p> <p>Par mail du 7 mai 2025, l'exploitant indique que lors de la réception du rapport, un fichier est créé pour programmer les réparations. Le service maintenance se charge de corriger les non-conformités précitées. Pour les non-conformités plus complexes l'exploitant indique réaliser deux réunions par an avec le service achats et maintenance pour engagement et suivi de ces travaux.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est responsable à tout instant de la conformité électrique de l'installation qu'il exploite.</p> <p>L'inspection considère que les non-conformités sont prises en considération et en cours de traitement.</p> <p>La mise en demeure est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 11 : APMD n°721

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Alarme rétention

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.2.4.1. Dispositions générales en : installant un déclencheur d'alarme en point bas de la rétention des eaux de chimie ; L'exploitant transmet à l'inspection les pièces justificatives correspondantes (facture, photographies ...) ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier du 6 mai 2025, l'exploitant indique à l'inspection que des sondes ont été placées dans les bacs de récupération des eaux industrielles usées. Un signal lumineux s'active lorsque le 1er bac (le plus grand) est au niveau haut et que le second bac (plus petit) est au niveau bas. Lorsque ce signal lumineux est activé, les opérateurs préviennent le service des achats qui programme le pompage des cuves.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 12 : APMD n°721

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Rejets eaux pluviales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8.2.3. Auto surveillance des rejets en eaux pluviales en : faisant réaliser une analyse des rejets des eaux pluviales ; L'exploitant transmet à l'inspection le rapport correspondant avec la fiche d'analyse du laboratoire ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection par mail du 23 avril 2025 le rapport sur les prélèvements d'eau résiduaire (réf APAVE : R134548270-001-1). Ce rapport mentionne 3 observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le pH maximal enregistré sur 24h dépasse la valeur limite de l'arrêté (8,6 pour un pH max à 8,5) - La concentration en MES dépasse la valeur limite de l'arrêté (262 mg/l pour 100 mg/l) - La concentration en couleur vraie dépasse la valeur limite de l'arrêté (490 mg/l pour 100 mg/l) <p>L'exploitant s'est engagé par mail du 7 mai 2025 à procéder au nettoyage des grilles d'évacuation des eaux pluviales. De plus l'exploitant indique avoir pris un rendez-vous avec l'APAVE pour identifier les causes de ces dépassements.</p> <p>La prescription est respectée dans le cadre de transmission du rapport et de l'analyse, néanmoins l'inspection vérifiera la conformité des rejets lors de la prochaine visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant doit mettre en place des mesures pour se conformer à l'arrêté préfectoral qui lui est applicable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 13 : APMD n°721

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Entretien et surveillance réseaux
Prescription contrôlée : Sous 6 mois Article 3.4.3. Entretien et surveillance en : s'assurant par des contrôles appropriés et préventifs du bon état et de l'étanchéité des réseaux de collecte des effluents ; L'exploitant transmet à l'inspection le rapport de contrôle des réseaux d'évacuation des effluents ;
Constats : Lors de la visite, l'exploitant explique à l'inspection ne pas avoir effectué de travaux. L'inspection constate que les bouches d'engouffrement à l'extérieur sont obstruées par des matières végétales mortes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit effectuer les contrôles appropriés pour assurer le bon état général et l'étanchéité des réseaux de collecte des effluents. Par ailleurs l'inspection est en attente du rapport de contrôle des réseaux d'évacuation des effluents dans un délai maximum de 4 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'actions correctives
Proposition de délais : 4 mois

N° 14 : APMD n°721

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Identification des effluents
Prescription contrôlée : Sous 6 mois : Article 3.5.1. Identification des effluents en : étant en mesure de distinguer les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (toitures) et les eaux pluviales de voiries, parking ; L'exploitant transmet à l'inspection le plan de récolement des réseaux assurant la distinction des différents types d'effluents ;

<p>Constats :</p> <p>Par mail du 23 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan des réseaux. Le plan est légendé. Les différents réseaux sont identifiables. Par courriel du 6 mai 2025, l'exploitant a ajouté dans la légende la TAR, le compteur électrique et le bassin incendie. Cependant, il serait préférable que l'exploitant ajoute à la légende le disconnecteur ainsi qu'une indication des points cardinaux déterminant l'orientation du plan dans l'espace.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant ajoute à la légende ces différents éléments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Disconnecteur - Points cardinaux
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 15 : APMD n°721

<p>Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1</p>
<p>Thème(s) : Autre, Collecte des effluents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous 6 mois :</p> <p>Article 3.5.2. Collecte des effluents en :</p> <p>supprimant le mélange des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées (toitures) avec les eaux pluviales de voiries, parking avant traitement et analyse ;</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection le plan de récolement des réseaux assurant la distinction des différents types d'effluents ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Par mail du 23 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan des réseaux. Le plan est légendé. Les différents réseaux sont identifiables. Par courriel du 6 mai 2025, l'exploitant a ajouté dans la légende la TAR, le compteur électrique et le bassin incendie. Cependant, il serait préférable que l'exploitant ajoute à la légende le disconnecteur ainsi qu'une rose des vents.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 16 : APMD n°721

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Eaux susceptibles d'être polluées
Prescription contrôlée : Sous 6 mois : Article 6.5.5.2. Collecte des eaux susceptibles d'être polluées en : assurant la collecte de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction et les dispositions inhérentes à un contrôle des rejets avant de joindre le milieu récepteur ; L'exploitant transmet à l'inspection les pièces justificatives relatives à l'installation mise en place (détermination des volumes des eaux à recueillir, plans de récolement ...) ;
Constats : Par mail du 6 mai 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan des réseaux complété. On identifie aisément le bassin de rétention des eaux polluées. L'exploitant indique à l'inspection que la contenance du bassin de rétention est de 65m ³ . De plus, l'exploitant a transmis sa procédure de vérification du bassin. Cette dernière contient l'ensemble des informations nécessaire au contrôle périodique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 17 : APMD n°721

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 1
Thème(s) : Autre, Prélèvement d'eau dans le réseau public
Prescription contrôlée : Sous 12 mois Article 3.3.1. en : limitant le prélèvement d'eau dans le réseau public qui ne s'avère pas lié à la lutte contre l'incendie ou aux exercices de secours à un volume maximal annuel de 2 800 m ³ . À cet effet, l'exploitant transmet à l'inspection le relevé du ou des compteurs d'eau et les clichés photographiques correspondants effectués : le lendemain du jour de la notification du présent arrêté préfectoral, un an après suivant le lendemain du jour de la notification du présent arrêté préfectoral.
Constats : L'exploitant a transmis les relevés de compteurs. Le relevé est réalisé mensuellement par le gardien. Ainsi durant l'année 2023 l'exploitant a consommé 2034 m ³ d'eau, en 2024 l'exploitant a consommé 1579 m ³ d'eau. Ces quantités sont bien inférieures à 2800 m ³ . La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 18 : APMD n°721

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 2
Thème(s) : Autre, Registre des déchets
Prescription contrôlée : ARTICLE 2. La société RECORD FRANCE, no SIRET 612 041 327 00026, dont le siège social est situé 544 rue des Trois Moulins, ZI des Trois Moulins à Antibes (06600), exploitant une installation de traitement de surfaces à la même adresse, est mise en demeure, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sous le délai d'un mois, de respecter les dispositions de l'article R. 541-43-I du code de l'environnement en établissant un registre des déchets complet selon la forme définie à l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.
Constats : Par courriel du 23 avril 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection la déclaration du registre GEREP pour l'année 2024. Par ailleurs dans ce même courriel un registre sous format Excel est transmis. Il ressort de ce registre une absence de données concernant le traitement des déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit se renseigner auprès de ses prestataires pour connaître le mode de traitement des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délai : 4 mois

N° 19 : APMD n°721

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 3
Thème(s) : Autre, Télédéclaration annuelle
Prescription contrôlée : Article 3. La société RECORD FRANCE, n° SIRET 612 041 327 00026, dont le siège social est situé 544 rue des Trois Moulins, ZI des Trois Moulins à Antibes (06600), exploitant une installation de traitement de surfaces à la même adresse, est mise en demeure, en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, à procéder au plus tard le 31 mars de l'année N+1 à la télédéclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets de l'année N. À cet effet, l'exploitant procède à la télédéclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et de déchets de l'année 2022 au plus tard le 31 mars 2023 sur le site internet dédié à cet effet

(https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/) ;
Constats : Par courriel du 23 avril 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection la déclaration du registre GEREP pour l'année 2024. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 20 : APMD n°721

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 4
Thème(s) : Autre, Equipement sous pression
Prescription contrôlée : ARTICLE 4. La société RECORD FRANCE, no SIRET 612 041 327 00026, dont le siège social est situé 544 rue des Trois Moulins, ZI des Trois Moulins à Antibes (06600), exploitant des équipements sous pression à la même adresse, est mise en demeure, en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, sous le délai d'un mois, de respecter les dispositions de l'article 6-III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé en établissant la liste des équipements sous pression de son établissement.
Constats : Par courriel du 6 mai 2025, l'exploitant a transmis une liste des équipements sous pression. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 21 : APMD n°721

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 5
Thème(s) : Autre, Absorption des égouttures
Prescription contrôlée : ARTICLE 5. La société RECORD FRANCE, no SIRET 612 041 327 00026, dont le siège social est situé 544 rue des Trois Moulins, ZI des Trois Moulins à Antibes (06600), exploitant une installation de traitement de surfaces à la même adresse, est mise en demeure, en application de l'article L. 521-17 du Code de l'environnement, sous le délai d'un mois, de respecter les dispositions du point 5 de l'article 37 du règlement (CE) n°1907/2006 du 18 décembre 2006 en utilisant, pour l'absorption des égouttures des produits chimiques liquides, les produits absorbants idoines. À cet effet, l'exploitant cesse d'utiliser de la sciure de bois pour ces usages à laquelle il substitue les produits absorbants requis.

Constats : L'exploitant indique à l'inspection utiliser désormais de la terre de diatomées pour les égouttures. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de cette terre dans l'atelier. Cette terre est compatible avec l'acide chromique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 22 : APMD n°721

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/01/2023, article 6
Thème(s) : Autre, Etiquetage réglementaire
Prescription contrôlée : ARTICLE 6. La société RECORD FRANCE, no SIRET 612 041 327 00026, dont le siège social est situé 544 rue des Trois Moulins, ZI des Trois Moulins à Antibes (06600), exploitant une installation de traitement de surfaces à la même adresse, est mise en demeure, en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, sous le délai d'un mois, de respecter les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 en mettant en place l'étiquetage réglementaire sur les récipients contenant des substances ou mélanges dangereux. Elle transmet à l'inspection les pièces justificatives correspondantes (photographies, fiches de données sécurité).
Constats : Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence de l'étiquetage réglementaire sur les récipients contenant des substances ou mélanges dangereux. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure